

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2113

19 juillet 2016

SOMMAIRE

2TM.LU S.à r.l.	101386	Jantinori 2 S.à r.l.	101384
Acrotec Holding S.à r.l.	101403	JPL S.à r.l.	101424
Biostime Europe Holdings S.à r.l.	101378	JVI s.à r.l.	101424
BNP Paribas Flexi I	101378	Kam Investment Luxembourg S.A.	101379
CEREP Esslingen S.à r.l.	101378	Katoen Natie Group S.A.	101385
Dabao S.à r.l.	101385	Katoen Natie International S.A.	101379
Damasus S.à r.l.	101385	Kei S.A.	101378
Deka International S.A.	101382	KEV Germany 3 S.à r.l.	101384
Dekra Claims Services Luxembourg S.A.	101382	KEV Germany Fliegerstrasse S.à r.l.	101379
Delphea S.à r.l.	101385	KEV Germany MIX S.à r.l.	101379
Dubconseil S. à r. l.	101382	KEV Germany Nikolaistrasse S.à r.l.	101380
Hunaudières Invest S.à r.l.	101378	KEV Germany RETAIL S.à r.l.	101380
I-Con S.A.	101381	KEV Germany Schulterblatt S.à r.l.	101382
I.I.I. Investissements Industriels Ibériques S.A.	101381	KEV Germany Spittelmarkt 1 S.à r.l.	101382
Immobilière Etoile 1 S.à r.l.	101381	KEV Germany Spittelmarkt 2 S.à r.l.	101383
Inesia S.A.	101384	KEV Germany Spittelmarkt 3 S.à r.l.	101383
International Omnia S.A.	101380	Lexington Holdings Luxco II S.à r.l.	101384
International Omnia S.A.	101380	PPP Investments S.A.	101385
Intertransport Holding S.A.	101380	Rail & Road Service S.à r.l.	101386
Intertransport Holding S.A.	101379	Rotomade S.A.	101386
Intertransport Holding S.A.	101383	Royale Topaze S.A.	101386
Isaac Management S.à r.l.	101381	Saserna S.A.	101421
IT Plus S.à r.l.	101383	Stefano S.A.	101420
IT Plus S.à r.l.	101383	SumUp Holdings	101387
J2M Group S.A.	101381	Westbury Property Holdings S.à r.l.	101414

Biostime Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 186.029.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016107446/9.
(160080550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

BNP Paribas Flexi I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 117.580.

Les statuts coordonnés au 22 avril 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2016.
Référence de publication: 2016107489/10.
(160080689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

CEREP Esslingen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 156.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mai 2016.
Référence de publication: 2016107542/10.
(160080496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Hunaudières Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 775.000,00.

Siège social: L-1351 Luxembourg, 19, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 154.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mai 2016.
Eric Michiels
Gérant unique
Référence de publication: 2016107741/12.
(160079902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Kei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 26.781.

L'administrateur unique décide en date du 12 janvier 2016 de transférer le siège social et de changer l'adresse de la société de L-1660 Luxembourg, 66, Grand-Rue à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2016.
G.T. Experts Comptables S.à r.l.
Luxembourg
Référence de publication: 2016107835/13.
(160080301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Katoen Natie International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 57.367.

L'adresse de l'administrateur Monsieur Philippe PONSARD est, depuis le 18 avril 2016, la suivante:
1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mai 2016.

Référence de publication: 2016107834/11.

(160079490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany Fliegerstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 130.897.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016107836/12.

(160080536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany MIX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 586.250,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 130.840.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016107839/12.

(160080533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Kam Investment Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 153.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016107830/9.

(160080486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Intertransport Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 23.857.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016107798/10.

(160080597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Signature.

KEV Germany Nikolaistrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 268.050,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.842.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016107840/12.

(160080532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany RETAIL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 645.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 130.836.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016107841/12.

(160080531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

International Omnia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.110.

J'ai le regret de vous informer que je renonce par la présente à mes fonctions d'administrateur au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 mai 2016.

Frédérique VIGNERON.

Référence de publication: 2016107796/10.

(160080164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

International Omnia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.110.

J'ai le regret de vous informer que je renonce par la présente à mes fonctions d'administrateur au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 10 mai 2016.

Patricia OSIEKA.

Référence de publication: 2016107797/10.

(160080164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Intertransport Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 23.857.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016107799/10.

(160080598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

I.I.I. Investissements Industriels Ibériques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 160.936.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11 mai 2016, les décisions suivantes ont été prises:

- 1) La démission de Monsieur Luc BRAUN de sa fonction d'administrateur unique est accepté.
- 2) Est nommé jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 30 septembre 2017:

Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur unique.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016107754/14.

(160079740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

I-Con S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7481 Tuntange, 21, rue de Brouch.

R.C.S. Luxembourg B 72.563.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016107755/9.

(160080495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Immobilière Etoile 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 182.539.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016107759/10.

(160079719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Isaac Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 158.322.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2016.

Référence de publication: 2016107777/10.

(160080483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

J2M Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 157.994.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2016.

Référence de publication: 2016107826/11.

(160079496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Deka International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 5, rue des Labours.
R.C.S. Luxembourg B 28.599.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10.05.2016. Holger Hildebrandt / Eugen Lehnertz.
Référence de publication: 2016107578/10.
(160079358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Dubconseil S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1361 Luxembourg, 2, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.
R.C.S. Luxembourg B 117.106.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2016107587/10.
(160079884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany Schulterblatt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 130.837.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire
Référence de publication: 2016107842/12.
(160080530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany Spittelmarkt 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 136.835.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire
Référence de publication: 2016107843/12.
(160080529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Dekra Claims Services Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13B, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 31.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 12/05/2016.
Référence de publication: 2016107597/10.
(160080420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Intertransport Holding S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 23.857.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016107800/10.
(160080599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

IT Plus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang.
R.C.S. Luxembourg B 168.238.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, den 12.05.2016.

Référence de publication: 2016107801/10.
(160080373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany Spittelmarkt 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 136.832.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2016107844/12.
(160080528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany Spittelmarkt 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 136.830.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2016107845/12.
(160080527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

IT Plus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-9779 Eselborn, 18, Op der Sang.
R.C.S. Luxembourg B 168.238.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, den 12.05.2016.

Référence de publication: 2016107802/10.
(160080374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Inesia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 66.931.

Il a été décidé lors de l'assemblée de générale de la société tenu le 21 avril 2015, comme suit;

- de renouveler le mandat de Mr. Paolo Alonzi et de Mme Anne-Marie Kidd en tant qu'administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale visant à approuver les comptes de l'année 2016 de la Société;
- De noter que le mandat initial de Mr. Paul Lawrence en tant qu'administrateur de la Société fut donné jusqu'à l'Assemblée Générale ayant approuvé les comptes annuels 2016 de la Société, et non pour une durée indéterminée, et
- De renouveler le mandat de Mr. Paul Lawrence en tant qu'administrateur de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale visant à approuver les comptes de l'année 2016 de la Société;
- De renouveler le mandat de Montbrun Révision S.à r.l, ayant désormais son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, B.P. 351, L-2013 Luxembourg, et non plus au 5 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant que Commissaire aux comptes de la Société, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale visant à approuver les comptes de l'année 2016.

Référence de publication: 2016107791/18.

(160079846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Jantinori 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 157.389.

Les comptes consolidés pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Lamberty.

Référence de publication: 2016107806/11.

(160080543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

KEV Germany 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 761.300,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 127.049.

Le bilan de la société au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016107846/12.

(160080538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Lexington Holdings Luxco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 202.150.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 février 2016.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016107866/13.

(160079569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Delphea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**Siège social: L-1226 Luxembourg, 20, rue J.-P. Beicht.
R.C.S. Luxembourg B 73.288.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016107598/10.

(160080455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Dabao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.771.

Les statuts coordonnés au 19 avril 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016107589/10.

(160080237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Damasus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 187.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016107590/9.

(160079756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Katoen Natie Group S.A., Société Anonyme.Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 110.988.

L'adresse de l'administrateur Monsieur Philippe PONSARD est, depuis le 18 avril 2016, la suivante:
1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mai 2016.

Référence de publication: 2016107833/11.

(160079530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

PPP Investments S.A., Société Anonyme.Siège social: L-1660 Luxembourg, 78, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 69.239.*Extrait des résolutions prises l'AGE du 10 mai 2016*

L'Assemblée Générale décide de nommer en tant que Commissaire aux Comptes:
GK Partners Consulting Sarl, ayant son siège social au 76, Grand-rue L-1660 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2021

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PPP Investments S.A.

Signature

Référence de publication: 2016110437/14.

(160082891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Rotomade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Hautcharage, 5, rue Bommel - ZAE Robert Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 96.695.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2016 a renouvelé:

- Monsieur Antoine MACHADO, gérant de sociétés, né le 5 avril 1958 à Haute-Kontz (France), demeurant professionnellement à F-57570 Beyren-les-Sierck, 11 rue Principale, en qualité de Président du Conseil d'Administration, administrateur et administrateur-délégué de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020;

- Monsieur Gilles DELAISSE, directeur, né le 16 novembre 1971 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement à B-6791 Athus, 18 rue des Sports, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020;

- Madame Suzanne MAIER, employée privée, née le 12 juin 1982 à Thionville (France), demeurant professionnellement à D-80639 Munich (Allemagne), Romanstrasse 17A, en qualité d'administrateur de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020;

- Madame Hélène MACHADO, employée privée, née le 9 janvier 1953 à Thionville (France), demeurant professionnellement à F-57 570 Beyren-les-Sierck, 11 rue Principale, en qualité de commissaire aux comptes de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016110469/22.

(160082686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Royale Topaze S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 68.571.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 25 février 2016

Le Conseil d'administration décide de transférer le siège de la Société du 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, au 2, rue du Fort Wallis L-2714 Luxembourg.

Référence de publication: 2016110470/10.

(160082595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Rail & Road Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 22, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 146.746.

—
Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016110458/10.

(160082795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

2TM.LU S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 12, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 155.860.

—
Les comptes annuels au 29.02.2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2016111423/12.

(160084113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2016.

SumUp Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 38.442.261,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 202.501.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-first day of April,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the “Meeting”) of SumUp Holdings, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty eight thousand four hundred and forty two point two hundred sixty one Euro (EUR 38,442.261), which registered office is located at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.501, incorporated by a deed of Maître Léonie Grethen, notary, dated December 11th, 2015, published with the Memorial C, n°662, 4 March 2016, pp. 31755 (hereafter, the “Company”). The articles of association of the Company have been amended pursuant to deeds of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 23 December 2015 published with the Memorial C, n°1063, 9 April 2016, pp. 51000 and 5 January 2016, not yet published in the Memorial C.

The Meeting was opened at 4:30 p.m. CET, with Maître Stéphane EBEL, lawyer, professionally residing in Luxembourg, being in the chair (the “Chairman”), who appointed as secretary Mrs. Arlette SIEBENALER, professionally residing in Luxembourg (the “Secretary”).

The Meeting elected as scrutineer Me Stéphane EBEL, prenamed (the “Scrutineer”, composing together with the Chairman and the Secretary, the board of the Meeting (the “Board”).

The Board of the Meeting having been validly constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is as follows (the “Agenda”):

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by a total amount of up to a maximum of twenty-seven thousand three hundred twenty-two Euro point three one one nine (EUR 27,322.3119) in order to bring it from its current amount of thirty-eight thousand four hundred and forty two Euro point two six one (EUR 38,442.261) up to a new amount of up to a maximum of sixty-five thousand seven hundred sixty four Euro point five seven two nine (EUR 65,764.5729), through the issuance of such number of (i) class A shares (the Class A Shares), (ii) class B shares (the Class B Shares), (iii) class C shares (the Class C Shares), (iv) class D shares (the Class D Shares), (v) class E shares (the Class E Shares), (vi) class F shares (the Class F Shares), (vii) class G shares (the Class G Shares), (viii) class H shares (the Class H Shares) and (ix) class I shares (the Class I Shares), having all a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each, as shown in the last column (Total) in Appendix A hereof;

2. Approval and acceptance of the subscription and payment by existing and/or new shareholders of the Company of all the newly issued Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares and Class I Shares either in cash or through contributions in kind as shown in the last column (Total) in Appendix B hereof;

3. Amendment of article 5 of the Company's articles of association.

4. Transfer of the registered office of the Company to L-8030 Strassen, 153-155, rue du Kiem with effect as from 1 July 2016;

5. Amendment of article 2 of the Company's articles of association.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of their shares are shown on an attendance list (the “Attendance List”). This Attendance List, which has been duly signed by the shareholders, the proxy-holders of the represented shareholders, and the Board of the Meeting, will remain annexed to the present deed in order to be filed with it at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, which have been initialled “ne varietur” by the proxy-holder(s), shall also remain annexed to the present deed.

III. That the entire share capital of the Company being present or represented at the present Meeting, and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and due knowledge of the Agenda prior to this Meeting and had renounced to the prior notice formalities, no convening notices were necessary.

IV. That, as a consequence of the entire share capital of the Company being present or represented, the present Meeting is regularly constituted and may therefore validly deliberate on all of the items composing the Agenda.

After having duly considered the items set out in the Agenda, the Meeting unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by a total amount of twenty-seven thousand three hundred twenty-two Euro point three one one nine (EUR 27,322.3119), in order to bring it from its current amount of thirty-eight thousand four hundred and forty two Euro point two six one zero (EUR 38,442.2610) up to a new amount of sixty-five thousand seven hundred sixty four Euro point five seven two nine (EUR 65,764.5729), through the issuance of:

- (i) 105,085,815 (one hundred five million eighty-five thousand eight hundred fifteen) class A shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class A Shares), and
- (ii) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class B shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class B Shares), and
- (iii) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class C shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class C Shares), and
- (iv) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class D shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class D Shares), and
- (v) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class E shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class E Shares), and
- (vi) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class F shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class F Shares), and
- (vii) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class G shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class G Shares), and
- (viii) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class H shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class H Shares), and
- (ix) 21,017,163 (twenty-one million seventeen thousand one hundred sixty three) class I shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class I Shares).

Subscription - Payment

The Meeting resolves to accept the following subscriptions:

1. SumUp Participation Limited, a company existing and incorporated under the laws of Cayman Islands, whose registered office is at Boundary Hall, Cricket Square, PO Box 1111, Grand Cayman, KY1-1102, registered with the Cayman Register under number PB 269136, already a shareholder of the Company,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 19, 2016, in Sofia,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed at their nominal value and pays the amount of six thousand nine hundred forty six Euro point one eight nine nine (EUR 6,946.1899) in cash in full payment thereof.

2. Pure Energy Ventures Ltd, a company existing and incorporated under the laws of Antigua and Barbuda, whose registered office is located at PO Box 260, 44 Church Street, St. John's Antigua, registered with the Commercial Register under number 14826, already a shareholder of the Company,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 19, 2016, in Sofia,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company,

(i) such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares; and

(ii) such number of options to subscribe to shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven options contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to the contributed Payleven options, and

(iii) a claim (hereafter, the “Claim”) in an aggregate nominal amount of one million seven hundred twelve thousand nine hundred and two euros fifty one cents (EUR 1,712,902.51) granted by Pure Energy Ventures Ltd to the Company and declares that the value of the Claim contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to the contributed Claim.

3. HV Holtzbrink Ventures Fund V GmbH & Co. KG, a limited liability partnership existing under the laws of Germany, whose registered office is at Kaiserstrasse 14b, D-80801 Munich, registered with the Commercial Register of local court of Munich under number HRA 98863,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016 in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

4. Ecommerce Pay Holding S.à r.l., a limited liability company having a share capital of 50,000 euros, existing and incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is located at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand- Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.324,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016 in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

5. NR Investments II, Inc., a corporation formed under the laws of the Cayman Islands, whose business address is at c/o New Enterprise Associates, 1954 Greenspring Drive, Suite 600, Timonium, MD 21094, United States of America, registered with the Cayman Register under number MC-270301,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016 in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

6. NR Investments 2012 LLC, a limited liability company formed under the laws of the State of Delaware, whose registered office is c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, city of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, United States of America, with file number 5183835,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

7. Landerfield Enterprises Limited, a limited liability company under the laws of Cyprus, having its business address at Naousis 1, Karapatakis Building, 6018, Larnaca, Cyprus, registered with the Cyprus Registrar of Companies under no. 210960,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

8. B Cinque S.R.L., a company incorporated and existing under the laws of Italy, with registered office at Residenza Parco SNC, 20090, Segrate (Mi) Milano Due, Italy, registered with the companies register in Milan, Italy, under no. 08034430960,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

9. JUWEL 143. V V UG, a limited liability company, incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Johannisstrasse 20, D10117 Berlin, Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg under number number HRB 142046 B,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

10. JUWEL 144. V V UG, a limited liability company, incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Johannisstrasse 20, D- 10117 Berlin, Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg under number number HRB 142041 B,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for the number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

11. Seventure Premium 2014, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20140007, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5- 7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

12. Seventure Premium 2015, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20150010, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5- 7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

13. Seventure Préférence Innovation 2013, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20130022, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

14. Seventure Préférence Innovation 2014, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20140026, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

15. Masseran Patrimoine Innovation 2014, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20140006, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

16. Masseran Patrimoine Innovation 2015, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20150011, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

17. FCPI Masseran Innovation VI, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20130027, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5- 7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

18. FCPI Masseran Innovation VII, a French Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, registered with the French Autorité des Marchés Financiers under number FCI20140024, represented by its management company Seventure Partners, a société anonyme existing under the laws of France, whose registered office is at 5- 7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 327 205 258,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

19. A-venture, a société par actions simplifiée existing under the laws of France, with registered office at 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, registered with the Register of Trade and Companies of Paris under number 503 023 327,

duly represented by Me Stéphane EBEL, prenamed, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 20, 2016, in Berlin,

subscribes for such number of shares of each alphabet classes of shares and for the aggregate subscription price as set forth opposite its name in Appendix A to the present deed and

contributes in kind, in full payment of the above new alphabet shares of the Company, such number of fully paid-up shares of Payleven, as set forth opposite its name in Appendix B to the present deed, and

declares that the aggregate value of the Payleven shares contributed in kind, and the allocation of that value between share capital and share premium is as set forth opposite its name in Appendix C to the present deed, and

declares that there exist no mortgages, charges, liens, pledges or any other encumbrance whatsoever, and there is no agreement, arrangement or obligation to create or give any charge, lien, pledge or any other encumbrance, in relation to any of the contributed shares.

Pursuant to resolutions adopted on March 25 and April 20, a copy of which was produced to the undersigned notary, the Board of Managers of the Company has accepted the contribution in kind of

(i) all the one hundred ninety thousand one hundred thirty-seven (190,137) fully paid-up shares of Payleven Holding GmbH contributed to the Company by each of Pure Energy Ventures Limited, HV Holtzbrink Ventures Fund V GmbH & Co. KG, Ecommerce Pay Holding S.à r.l., NR Investments II Inc., NR Investments 2012 LLC, Landerfiled Enterprises Limited, B Cinque S.R.L., Juwel 143. V V UG, Juwel 144. V V UG, Seventure Premium 2014, Seventure Premium 2015, Seventure Préférence Innovation 2013, Seventure Préférence Innovation 2014, Masseran Patrimoine Innovation 2014, Masseran Patrimoine Innovation 2015, FCPI Masseran Innovation VI, FCPI Masseran Innovation VII, A-venture, and

(ii) the Claim contributed to the Company by Pure Energy Ventures Limited, and

(iii) the two thousand six hundred fifteen (2,615) Payleven options contributed by Pure Energy Ventures Limited,

as good, valid, satisfactory and appropriate consideration for the full payment by the subscribers of the subscription price for their shares of the Company, as set forth in Appendices A and C to the present deed,

By the same resolutions, the Board of Manager has also assessed, on the basis of the stand-alone balance sheet of Payleven Holding GmbH as at 31st January 2016, attached to the present minutes as Exhibit A

(i) the net contribution value of the one hundred ninety thousand one hundred thirty-seven (190,137) fully paid-up shares of Payleven Holding GmbH as at the date of the present meeting to be thirty million six hundred fifty-one thousand one hundred thirty nine Euro point seven six zero zero (EUR 30,651,139.7600), and

(ii) the net contribution value of the Claim to be its nominal value of one million seven hundred twelve thousand nine hundred and two Euro point five one (EUR 1,712,902.51), and

(iii) the net contribution value of the two thousand six hundred fifteen (2,615) options giving rights to Payleven shares to be three hundred seventy-four thousand six hundred thirty-four Euro point zero eight zero two (EUR 374,634.0802),

so that the total aggregate value of the above contributions in kind, together with the cash contribution of six thousand nine hundred forty six Euro point one eight nine nine (EUR 6,946.1899) by SumUp Participation Limited, amounts to thirty two million seven hundred forty five thousand six hundred twenty-two Euro point five four zero one (EUR 32,745,622.5401).

By the same resolutions, the Board of Manager further resolved that, out of this amount of thirty two million seven hundred forty five thousand six hundred twenty-two Euro point five four zero one (EUR 32,745,622.5401), an amount of twenty-seven thousand three hundred twenty-two Euro point three one one nine (EUR 27,322.3119) shall be allocated to the Company's share capital account and the balance of thirty two million seven hundred eighteen thousand three hundred Euro points two two eight two six (EUR 32,718,300.2282) shall be allocated to the share premium account.

The proof of the payment by SumUp Participation Limited of its six thousand nine hundred forty-six Euros point one eight nine nine (EUR 6,946.1899) cash contribution as well as of the effectiveness of the contribution in kind of the Payleven shares, the Claim and the options giving rights to Payleven shares has been duly justified to the undersigned notary.

Second resolution

Further to the first resolution above, the Meeting resolves to proceed with the restatement of article 5 of the Company's articles of association, which shall now read as follows:

“ Art. 5. Share capital.

5.1. The share capital is set at sixty-five thousand seven hundred sixty four Euro point five seven two nine (EUR 65,764.5729), represented by:

- (a) 252,940,665 (two hundred fifty-two million nine hundred forty thousand six hundred sixty five) class A shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class A Shares);
- (b) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class B shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class B Shares);
- (c) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class C shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class C Shares);
- (d) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class D shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class D Shares);
- (e) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class E shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class E Shares);
- (f) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class F shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class F Shares);
- (g) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class G shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class G Shares);
- (h) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class H shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class H Shares);
- (i) 50,588,133 (fifty million five hundred eighty-eight thousand one hundred thirty three) class I shares in registered form, having a nominal value of nought point zero zero zero one Euro (EUR 0.0001) each (the Class I Shares).

The Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares and Class I Shares shall together be referred to as the Shares, each being a Share.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares, including by the cancellation of one or more entire classes of Shares, through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares, such repurchases and cancellations of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class I Shares).

5.4. In the event of a reduction of the share capital through the repurchase and cancellation of a class of Shares (in the order provided in article 5.3), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the Board) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant class held by them and cancelled.

5.5. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.6. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the Board on the basis of the relevant interim accounts. The Total Cancellation Amount for each of the classes I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.7. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company to the relevant shareholders.”

Third resolution

The Meeting decides to transfer the registered office at L-8030 Strassen, 153-155, rue du Kiem with effect as from 1 July 2016.

Fourth resolution

Further to the third resolution above, the Meeting resolves to proceed with the restatement of article 2. of the Company's articles of association, which shall now read as follows:

“ Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the city of Strassen, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present extraordinary general meeting are estimated at EUR 7,500.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-et-un avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'"Assemblée") de SumUp Holdings, une société à responsabilité limitée constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.501, constituée suivant acte reçu par le Maître Léonie GRETHEN, notaire en date du 11 décembre 2015, publié au Mémorial C, n°662 du 4 mars 2016 p. 31755 et s. (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés suivant actes reçus par Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date des 23 décembre 2015 publié au Mémorial C, n°1063 du 9 avril 2016 p. 51000 et 5 janvier 2016, non encore publiés au Mémorial C.

L'Assemblée a été ouverte à 16h30 (CET) sous la présidence de Maître Stéphane EBEL, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg (le "Président"), qui a désigné comme secrétaire Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg (le "Secrétaire").

L'assemblée a élu comme scrutateur Maître Stéphane EBEL, prénommé, (le "Scrutateur"), composant ensemble avec le Président et le Scrutateur le bureau de l'Assemblée (le "Bureau").

Le Bureau valablement constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'établir:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant (l'"Ordre du Jour"):

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant maximal de vingt-sept mille trois cent vingt-deux euros virgule trois mille dix-neuf (EUR 27.322, 3119) à l'effet de le porter de son montant actuel de trente-huit mille quatre cent quarante-deux euros virgule deux cent soixante et un (EUR 38.442,261) à un nouveau montant maximal de soixante-cinq mille sept cent soixante-quatre euros virgule cinq sept deux neuf (EUR 65.764,5729), au travers de l'émission du nombre de parts sociales de chacune des classe A (les Parts Sociales de Classe A), classe B (les Parts Sociales de Classe B), classe C (les Parts Sociales de Classe C), classe D (les Parts Sociales de Classe D), classe E (les Parts Sociales de Classe E), classe F (les Parts Sociales de Classe F), classe G (les Parts Sociales de Classe G), classe H (les Parts Sociales de Classe H) et classe I (les Parts Sociales de Classe I), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, tel que repris à la colonne Total de l'Annexe A des présentes;

2. Approbation et acceptation de la souscription par des associés existants et/ou par de nouveaux associés, et de la libération intégrale des nouvelles Parts Sociales de Classe A, des Parts Sociales de Classe B, des Parts Sociales de Classe C, des Parts Sociales de Classe D, des Parts Sociales de Classe E, des Parts Sociales de Classe F, des Parts Sociales de Classe G, des Parts Sociales de Classe H et des Parts Sociales de Classe I, soit en numéraire soit au travers d'apports en nature tels que repris à la colonne Total de l'Annexe B des présentes;

3. Modification de l'article 5 des statuts de la Société.

4. Transfert du siège social de la Société à L-8030 Strassen, 153-155, rue du Kiem à compter du 1^{er} juillet 2016;

5. Modification de de l'article 2 des statuts de la Société.

II. Que les associés présents ou représentés, les procurations des associés représentés, et le nombre de leurs parts sociales figure sur une liste de présence (la «Liste de Présence»). Cette liste de présence, dûment signée par les associés présents et/ou les mandataires des associés représentés, resteront annexés au présent acte, et seront présentés avec l'acte aux formalités d'enregistrement.

Les procurations des associés représentés ont été paraphés «ne varietur» par les mandataires des associés représentés et seront également annexés au présent acte.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, et que les associés présents ou représentés ayant déclaré qu'ils avaient été dûment notifiés et qu'ils avaient pris connaissance de l'Ordre du Jour préalablement à l'Assemblée et avaient renoncé aux formes et délais de convocation, aucune convocation n'était nécessaire.

IV. Que du fait que l'intégralité du capital social de la Société sait représenter à la présente Assemblée, celle-ci, est régulièrement constituée et peut ainsi valablement délibérer sur tous les points de l'Ordre du Jour.

Après avoir dûment pris connaissance des points portés à l'Ordre du Jour, l'Assemblée a adopté à l'unanimité l'ensemble des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt-sept mille trois cent vingt-deux euros virgule trois mille dix neuf (EUR 27.322, 3119) à l'effet de le porter de son montant actuel de trente-huit mille quatre cent quarante-deux euros virgule deux six un zero (EUR 38.442,2610) à un nouveau montant de soixante-cinq mille sept cent soixante-quatre euros virgule cinq sept deux neuf (EUR 65.764,5729), au travers de l'émission de:

- (i) 105.088.815 (cent cinq millions quatre-vingt-huit mille huit cent quinze) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (ii) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (iii) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (iv) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (v) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe E (les Parts Sociales de Classe E), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (vi) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe F (les Parts Sociales de Classe F), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (vii) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix sept mille cent soixante trois) parts sociales de classe G (les Parts Sociales de Classe G), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (viii) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe H (les Parts Sociales de Classe H), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune, et
- (ix) 21.017.163 (vingt-et-un millions dix-sept mille cent soixante-trois) parts sociales de classe I (les Parts Sociales de Classe I), ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001) chacune.

Souscription - paiement

L'Assemblée décide d'accepter les souscriptions suivantes:

1. SumUp Participation Limited, une société existante et constituée selon les lois des Iles Cayman, dont le siège social est sis Boundary Hall, Cricket Square, PO Box 1111, Grand Cayman, KY1-1102, enregistrée auprès du Registre des Cayman sous le numéro PB 269136, associée de la Société,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 19 avril 2016 à Sofia,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, à leur valeur nominale, et paie la somme de six mille neuf cent quarante-six euros virgule un huit neuf neuf (EUR 6.946,1899), qu'elle libère intégralement par un paiement en numéraire.

2. Pure Energy Ventures Ltd, une société existante et constituée selon les lois d'Antigua et Barbade, dont le siège social est sis PO Box 260, 44 Church Street, St. John's Antigua, enregistrée auprès du Registre de Commerce sous le numéro 14826, associée de la Société,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 19 avril 2016 à Sofia,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et apporte en nature, en libération intégrale des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique,

(i) un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées, et

(ii) le nombre d'options donnant droit à souscrire à des parts sociales de Payleven tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des options donnant droit à souscrire à des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des d'options donnant droit à souscrire à des parts sociales de Payleven apportées, et

(iii) une créance (ci-après, la «Créance») d'une valeur nominale d'un million sept cent douze mille neuf cent deux euros virgule cinquante et un cents (EUR 1.712.902,51) détenue par Pure Energy Ventures Ltd contre la Société, et

déclare que la valeur d'apport de la Créance, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation avec la Créance apportée.

3. HV Holtzbrink Ventures Fund V GmbH & Co. KG, une société existante et constituée selon les lois de l'Allemagne, ayant son siège social sis Kaiserstrasse 14b, D-80801 Munich, immatriculée auprès du Registre de Commerce de la Cour locale de Munich sous le numéro HRA 98863,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

4. ECommerce Pay Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée au capital de 50.000 euros, constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché of Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.324,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégrale des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

5. NR investments II, Inc., une société existante et constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège d'activité sis c/o New Enterprise Associates, 1954 Greenspring Drive, Suite 600, Timonium, MD 21094, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée au registre des Iles Caïmans sous le numéro MC-270301,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

6. NR Investments 2012 LLC, une société existante et constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son principal siège exécutif sis c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, city of Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, USA, dont le numéro de dossier est 5183835,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

7. Landerfield Enterprises Limited, une société existante et constituée selon les lois de Chypre, ayant son siège sis Naousis 1, Karapatakis Building, 6018 Larnaca, Chypre, immatriculé auprès du Registre des Sociétés de Chypre sous le numéro 210960,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

8. B Cinque S.R.L., a company incorporated and existing under the laws of Italy, with registered office at Residenza Parco SNC, 20090, Segrate (Mi) Milano Due, Italy, registered with the companies register in Milan, Italy, under no. 08034430960,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

9. JUWEL 143. V V UG, une société existante et constituée selon les lois allemandes, ayant son siège social sis Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin, Allemagne, immatriculée auprès du Registre de Commerce de la Cour locale de Charlottenbourg sous le numéro HRB 142046 B,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

10. JUWEL 144. V V UG, une société existante et constituée selon les lois allemandes, ayant son siège social sis Johannesstrasse 20, D-10117 Berlin, Allemagne, immatriculée auprès du Registre de Commerce de la Cour locale de Charlottenbourg sous le numéro HRB 142041 B,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique,

un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

11. Seventure Premium 2014, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français, autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20140007, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Montessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

12. Seventure Premium 2015, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20150010, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Montessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

13. Seventure Préférence Innovation 2013, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20130022, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Montessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

14. Seventure Préférence Innovation 2014, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20140026, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

15. Masseran Patrimoine Innovation 2014, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20140006, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

16. Masseran Patrimoine Innovation 2015, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20150011, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

17. FCPI Masseran Innovation VI, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20130027, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

18. FCPI Masseran Innovation VII, un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation de droit français autorisé par Autorité des Marchés Financiers sous le numéro FCI20140024, représenté par sa société de gestion Seventure Partners, une société anonyme de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 327 205 258,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

19. A-venture, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est sis 5-7 rue de Monttessuy, F-75007 Paris, France, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 503 023 27,

dûment représentée par Me Stéphane EBEL, prénommé, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en date du 20 avril 2016 à Berlin,

souscrit pour le nombre de parts sociales de chaque classe alphabétique et pour un prix global de souscription tel que figurant en face de son nom à l'Annexe A au présent acte, et

apporte en nature, en libération intégral des nouvelles parts sociales de chaque classes alphabétique, un nombre de parts sociales entièrement libérées de Payleven, tel que renseigné en face de son nom dans l'Annexe B au présent acte, et

déclare que la valeur globale des parts sociales de Payleven apportées en nature, et la répartition de cette valeur entre capital social et prime d'émission est renseignée en face de son nom l'Annexe C au présent acte, et

déclare qu'il n'existe aucune hypothèque, charge, privilège, nantissement ou autre sûretés, pas plus qu'il n'existe de convention, arrangement ou autre obligation à l'effet de créer une charge, un nantissement ou toute autre sûreté en relation à l'une quelconque des parts sociales apportées.

Par résolutions adoptées les 25 mars et 20 avril 2016, dont une copie a été produite au notaire soussigné, le Conseil de Gérance de la Société a accepté la contribution en nature

(i) des cent quatre-vingt-dix mille cent trente-sept (190.137) parts sociales intégralement libérées de Payleven, apportées en nature à la Société par chacun de Pure Energy Ventures Limited, HV Holtzbrink Ventures Fund V GmbH & Co. KG, Ecommerce Pay Holding S.à r.l., NR Investments II Inc., NR Investments 2012 LLC, Landerfiled Enterprises Limited, B Cinque S.R.L., Juwel 143. V V UG, Juwel 144. V V UG, Seventure Premium 2014, Seventure Premium 2015, Seventure Préférence Innovation 2013, Seventure Préférence Innovation 2014, Masseran Patrimoine Innovation 2014, Masseran Patrimoine Innovation 2015, FCPI Masseran Innovation VI, FCPI Masseran Innovation VII, A-venture, et

(ii) de la Créance apportée à la Société par SumUp Participation Limited, et

(iii) des deux mille six cent quinze (2.615) options donnant droit à des parts sociales de Payleven apportées par Pure Energy Ventures,

comme contrepartie valable, satisfaisante et appropriée en paiement intégral par les souscripteurs du prix de souscription de leurs parts sociale de la Société, tel que renseigné à l'annexe A et C au présent acte,

Par les mêmes résolutions, le Conseil de Gérance a également, sur la base du bilan autonome de Payleven Holding GmbH au 31 Janvier 2016, annexé au présent procès-verbal en Exhibit A, évalué

(I) la valeur nette de l'apport en nature des cent quatre-vingt-dix mille cent trente-sept (190.137) entièrement libérées de Payleven Holding GmbH à la date de la présente opération à trente millions six cent cinquante et un mille six cent trente-neuf Euro virgule sept six zéro zéro (EUR 30.651.139,7600), et

(ii) la valeur nette de l'apport en nature de la Créance à sa valeur nominale d'un million sept cent douze mille neuf cent deux Euro cinquante et un cents (EURO 1.712.902,51), et

(iii) la valeur nette de l'apport en nature des deux mille six cent quinze (2.615) options donnant droit à des parts sociales Payleven à trois cent soixante-quatorze mille six cent trente-quatre Euro points zéro huit zéro deux (EUR 374.634,0802),

de sorte que la valeur nette globale des apports en nature ci-dessus, ainsi que le paiement en espèces de six mille neuf cent quarante-six Euro virgule un huit neuf neuf (EURO 6.946,1899) par Sum Up Participation Limited, équivaut à trente-deux millions sept cent quarante-cinq mille six cent vingt-deux Euro virgule cinq quatre zero un (EURO 32.745.622,5401).

Par les mêmes résolutions, le Conseil de Gérance a en outre décidé que, sur ce montant de trente-deux million sept cent quarante-cinq mille six cent vingt-deux Euro virgule cinq quatre zéro un (EURO 32.745.622,5401), un montant de vingt-sept mille trois cent vingt-deux Euros virgule trois un un neuf (EUR 27.322,3119) seront affectés au compte de capital de la Société et le solde de trente-deux millions sept cent dix-huit mille trois cent Euros virgule deux deux huit deux (EUR 32.718.300,2282) sera affecté au compte de prime d'émission.

La preuve du paiement en numéraire de six mille neuf cent quarante-six Euro virgule un huit neuf neuf (EURO 6.946,1899) par SumUp Participation Limited ainsi que de la réalisation de l'apport en nature des actions Payleven, de la Créance, des options donnant droits au actions de Payleven a été dûment justifiée au notaire soussigné.

Deuxième résolution

A la suite de la première résolution ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à soixante-cinq mille sept cent soixante-quatre euros virgule cinq sept deux neuf (EUR 65.764,5729) représenté par:

(a) 252.940.665 (deux cent cinquante-deux millions neuf cent quarante mille six cent soixante-cinq) parts sociales de classe A sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe A);

(b) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe B sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe B);

(c) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe C sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe C);

(d) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe D sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe D);

(e) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe E sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe E);

(f) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe F sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe F);

(g) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe G sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe G);

(h) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe H sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe H);

(i) 50.588.133 (cinquante millions cinq cent quatre-vingt-huit mille cent trente-trois) parts sociales de classe I sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro zéro un euro (EUR 0,0001,-) chacune (les Parts Sociales de Classe I).

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I sont collectivement désignées les Parts Sociales, chacune une Part Sociale.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Le capital social peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs classes entières de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette classe ou ces classes. En cas de rachats et annulations de classes de Parts Sociales, ces rachats et annulations de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre alphabétique inversé (en commençant par les Parts Sociales de Classe I).

5.4. En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'article 5.3), cette classe de Parts Sociales donne droit à leurs détenteurs proportionnellement à leur détention dans cette classe, au Montant Disponible (limité cependant au Montant Total d'Annulation déterminé le Conseil) et les détenteurs des Parts Sociales de la classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale pour chaque Part Sociale annulée de la classe concernée qu'ils détiennent.

5.5. La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe de Parts Sociales qui sera rachetée et annulée.

5.6. Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le Conseil sur base des comptes intermédiaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des classes I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible de la classe concernée au moment de l'annulation de la classe en question sauf si l'assemblée générale des associés en a décidé autrement selon les modalités requises pour la modification des Statuts, à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur à ce Montant Disponible.

5.7. Au moment du rachat et de l'annulation des Parts Sociales de la classe concernée, la Valeur d'Annulation Par Part Sociale devient due et exigible par la Société au bénéfice des associés concernés.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social à L-8030 Strassen, 153-155, rue du Kiem à compter du 1^{er} juillet 2016.

Quatrième résolution

A la suite de la troisième résolution ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

« Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Strassen, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance.»

Dépenses

Les frais et dépenses de toute sorte payables en raison du présent acte et incombant à la Société sont évaluées à EUR 7.500.-

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française.

A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date indiquée au début de ce document,

Et après lecture faite aux comparants, les comparants ont signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé: S. EBEL, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 29 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/14052. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016109714/943.

(160081895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Acrotec Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 206.157.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of May.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Tourbillon Holding S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L- 1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register,

here represented by Ms. Julia Szafranska, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 11th May 2016.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Acrotec Holding S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

2.5 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at fourteen thousand five hundred Swiss Francs (CHF 14,500), represented by one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares with a nominal value of one cent (CHF 0.01) each.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may repurchase its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company’s share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 Subject to compliance with applicable legal provisions from time to time, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. Subject to compliance with applicable legal provisions from time to time, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

13.4 The Company grants a power of attorney to EPIC I GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg

Company and Trade Register under number B 186222 (the “Proxyholder”), acting individually and with full power of substitution, to act on behalf of and represent the Company, itself acting individually or by a power of attorney as the case may be, at any shareholders or interest holders meeting or resolution in writing of any company, corporation, partnership or any other entity and/or any subsidiary thereof in which the Company holds directly or indirectly shares, interests or any other participation in respect of (and only in this respect) (i) the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote (ii) the amendment of the articles, partnership agreement or bylaws, as the case may be, with respect to the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by (i) the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or (ii) by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes,

which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties.

19.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 Subject to compliance with applicable legal provisions from time to time, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies' Register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company may also be allocated to the legal reserve.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year of which the annual accounts have been approved, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders pro rata to their shareholding.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The one million four hundred fifty thousand (1,450,000) shares issued have been subscribed by Tourbillon Holding S.A., aforementioned, for the price of fourteen thousand five hundred Swiss Francs (CHF 14,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of fourteen thousand five hundred Swiss Francs (CHF 14,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of fourteen thousand five hundred Swiss Francs (CHF 14,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolution:

1. The address of the registered office of the Company is set at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED,

EPIC I GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg Company and Trade Register under number B 186.222, here represented by Ms. Julia Szafranska, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 11th May 2016.

EPIC I GP, S.à r.l. (aforementioned), acting as proxyholder of the incorporating shareholder, has passed the following resolution:

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Mr. Michael Phillips, born on 1 February 1962 in St. Louis, USA, professionally residing at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) Mr. Dan Arendt, born on 15 May 1961, in Luxembourg, professionally residing at 42, op Fankenacker, L-3265 Bettembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendsechzehn, am zwölften Mai.

Vor uns, Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Tourbillon Holding S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, deren Eintragung im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg noch aussteht,

hier vertreten durch Frau Julia Szafranska, lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 11. Mai 2016, ausgestellt in Luxemburg.

Besagte Vollmacht, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen bei den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Acrotec Holding S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen, vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

2.5 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vierzehntausendfünfhundert Schweizer Franken (CHF 14.500), bestehend aus einer Million vierhundertfünfzigtausend (1.450.000) Anteilen mit einem Nominalwert von je einem Rappen (CHF 0,01).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Aussetzung der Bürgerrechte, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschafter mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile den Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Vorbehaltlich der Einhaltung der jeweils anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen können gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Vorbehaltlich der Einhaltung der jeweils anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Gesellschafter ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den „Einzelgeschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

13.4 Die Gesellschaft bevollmächtigt die EPIC I GP S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 186222 (die „Bevollmächtigte“), die Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung bei jeder Versammlung der Gesellschafter oder Interesseninhaber oder schriftlichen Beschlüssen von Gesellschaften, Unternehmen, Personengesellschaften oder anderen juristischen Personen und/oder Tochtergesellschaften, an denen die Gesellschaft direkt oder indirekt Anteile, Interessen oder andere Beteiligungen hält, in Bezug auf (und nur in Bezug auf) (i) die Ernennung und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von Geschäftsführungs-, Verwaltungs- und/oder Aufsichtsorganen, an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat, (ii) Änderungen der Satzung, von Gesellschaftsverträgen oder Geschäftsordnungen, je nach Fall, welche die Ernennung oder Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von Geschäftsführungs-, Verwaltungs- und/oder Aufsichtsorganen betreffen und an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat, im Namen der Gesellschaft zu handeln und diese zu vertreten, wobei sie selbst je nach Fall individuell oder durch eine Vollmacht handelt.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, EMail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam beraten oder handeln, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats; Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird (i) vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, falls vorhanden, oder, im Falle seiner Abwesenheit von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer (falls vorhanden), oder (ii) von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten.

19.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder (ii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person (en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Vorbehaltlich der Einhaltung der jeweils anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen, in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréés) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 In andere Rücklagen erbrachte Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter pro rata zu ihrer Beteiligung am Gesellschaftskapital verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die eine Million vierhundertfünfzigtausend (1.450.000) ausgegebenen Anteile wurden durch Tourbillon Holding S.A., vorbenannt, zum Preis von vierzehntausendfünfhundert Schweizer Franken (CHF 14.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ab sofort ein Betrag in Höhe von vierzehntausendfünfhundert Schweizer Franken (CHF 14.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von vierzehntausendfünfhundert Schweizer Franken (CHF 14.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare oder Auslagen werden auf eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) geschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Der Gründer, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

EPIC I GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 186.222,

hier vertreten durch Frau Julia Szafranska, lawyer, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 11. Mai 2016, ausgestellt in Luxemburg.

EPIC I GP, S.à r.l. (vorbenannt), hat, handelnd als Vertreterin des Gründers, den folgenden Beschluss gefasst:

2. Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

(i) Herr Michael Phillips, geboren am 1. Februar 1962 in St. Louis, USA, geschäftsansässig in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

(ii) Herr Dan Arendt, geboren am 15. Mai 1961 in Luxemburg, geschäftsansässig in 42, op Fankenacker, L-3265 Bettembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Ersuchen der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die besagte Bevollmächtigte der erschienenen Partei diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: J. SZAFRANSKA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15523. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 18 mai 2016.

Référence de publication: 2016111442/584.

(160084876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

Westbury Property Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 206.122.

—
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the fourth of May.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

PRIVATE TRUSTEES S.A., with registered office at 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, registered with the Trade and Company Register of Luxembourg under number B 74.700, not in its own right but as Trustee of "THE WESTBURY TRUST", a trust governed by the laws of Guernsey.

here represented by Mrs Alexandra FUENTES, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on April 29th, 2016.

Which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as there above mentioned, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée:

Title I. - Object, Duration, Denomination, Registered Office

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2.

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire

by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect member of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the “Connected Companies”). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name "WESTBURY PROPERTY HOLDINGS S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Title II. - Capital, Shares

Art. 6. The capital is set at EUR 35,000 (thirty-five thousand Euros) divided into 350 (three hundred and fifty) shares of EUR 100.- (one hundred euro) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single member or by decision of the members’ meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single member, the Company’s shares held by the single member are freely transferable.

The shares are freely transferable among members. The shares are transferable to non-members only with the prior approval of members representing at least three-quarters of the capital.

In the case of plurality of members, the shares held by each member may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single member or of one of the members.

Title III. - Management

Art. 12. The Company is managed by one or more managers who need not to be members.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (“conseil de gérance”).

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of members holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of members fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single member assumes all powers conferred to the general member meeting.

In case of a plurality of members, each member may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each member has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by members owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the members owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Title IV. - Accounting Year, Allocation of Profit

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the member(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Title V. - Dissolution, Liquidation

Art. 18. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, appointed by the members who shall determine their powers and remuneration.

Title VI. - General Provisions

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first company's year shall begin on the date of the present deed and end on December 31st, 2016.

Subscription - Payment

The shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred euro) have been subscribed as follows:

THE WESTBURY TRUST, represented by PRIVATE TRUSTEES S.A., prenamed:	350 shares
TOTAL:	350

who is the sole member of the company.

The shares have been fully paid up in cash, so that the sum of EUR 35,000.- (thirty-five thousand Euros) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately one thousand six hundred euros (1.600.- EUR).

Resolutions of the members

1) The company will be administered by a single manager nominated for an unlimited duration:

PRIVATE TRUSTEES SA, with registered office at 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, registered with the Trade and Company Register of Luxembourg under number B 74 700,

2) The address of the corporation is in L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le quatre mai.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

PRIVATE TRUSTEES S.A., avec siège social à au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.700, agissant non en compte propre mais pour le compte du trust dénommé «THE WESTBURY TRUST», trust de droit de Guernsey.

ici représenté par Madame Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 29 avril 2016.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Objet, durée, dénomination, siège social

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts").

Art. 2.

2.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

2.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les «Sociétés Apparentées»). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées

2.3. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.5. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

2.6. L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination "WESTBURY PROPERTY HOLDINGS S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de trente-cinq mille euros (35.000,-EUR) représenté par trois cent cinquante (350) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés. La cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément préalable donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Titre III. - Administration

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'à tout le moins deux de ses membres soient présents.

Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Titre IV. - Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent,

augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Titre V. - Dissolution, liquidation

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VI. - Disposition générales

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Souscription - Libration

Les parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) ont été souscrites comme suit:

THE WESTBURY TRUST,

représenté par PRIVATE TRUSTEES S.A.,

prénommée: 350 parts sociales

TOTAL: 350 parts

Etant l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-cinq mille euros (35.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille six cents euros (1.600,- EUR).

Décisions des associés

1) La société est administrée par un gérant unique nommé pour une durée indéterminée:

PRIVATE TRUSTEES S.A., avec siège social au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.700.

2) L'adresse du siège social est fixée au 92, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 12 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10047. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 mai 2016.

Référence de publication: 2016111410/336.

(160083619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2016.

Stefano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4412 Belvaux, 24, rue des Alliés.

R.C.S. Luxembourg B 100.235.

L'assemblée générale ordinaire du 13 mai 2016 décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes la société G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B121820, en remplacement de Monsieur Michel Bombino, démissionnaire.

Les mandats des administrateurs et administrateurs-délégués de Madame Cindy Mansuy et Monsieur Angelo Turcarelli ayant expirés, ils ne sont pas renouvelés.

Monsieur Marc Hobscheit, demeurant à L-1419 Luxembourg, 83, Montée de Dommeldange, est nommé nouvel administrateur et administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuelle de la société.

Les mandats des administrateurs, des administrateurs-délégués et du commissaire aux comptes sont prolongés et expireront à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2022:

- Monsieur Marco BEI, administrateur et administrateur-délégué, demeurant à L-4998 Sprinkange, 10, rue Jean Urbany,
- Monsieur Marc HOBSCHEIT, administrateur et administrateur-délégué, demeurant à L-1419 Luxembourg, 83, Montée de Dommeldange,
- FIVE MANAGEMENT S.A., administrateur, ayant son siège social à L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval,
- G.T. Fiduciaires S.A. commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2016.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016109751/25.

(160081638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Saserna S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.846.

L'AN DEUX MILLE SEIZE.

LE NEUF MAI.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «SASERNA S.A.», avec siège social à L-2449 Luxembourg, 41, Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B117846, constituée par acte du notaire Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juillet 2006, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 1759 du 20 septembre 2006. Les statuts n'ont jamais été modifiés jusqu'à ce jour.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Isabelle SCHUL, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Kim REISCH, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Isabelle SCHUL, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Forme des actions.** Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propiété par un autre actionnaire dénommé «nu-propiétaire». La titularité de l'usufruit et de la nue-propiété des actions sera matérialisée par inscription dans le registre des actionnaires:

- a) En regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit;
- b) En regard du nom du nu-propiétaire de la mention nue-propiété.

En cas de démembrement, l'usufruitier exercera seul les droits de vote attachés aux actions dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires à l'exception des assemblées générales extraordinaires modificatives des statuts. Lors des assemblées générales extraordinaires modificatives des statuts, le nu-propiétaire exercera les droits de vote attachés aux actions de manière conjointe avec l'usufruitier.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, exception faite de l'hypothèse du démembrement d'actions pour laquelle l'exercice du droit de vote est réglé par les dispositions de l'alinéa qui précède, la société a le droit de suspendre tous les droits attachés à cette action aussi longtemps qu'une personne n'a pas été désignée comme étant le seul propriétaire dans les relations avec la société.»

2. Insertion dans les statuts d'un nouvel article 7 qui aura la teneur suivante:

« **Art. 7.** Les actions de la Société sont librement cessibles.

Cependant en cas de démembrement des actions, ni le nu-proprétaire ni l'usufruitier ne sont autorisés à céder leur droit respectif aussi longtemps que la situation de démembrement existe.

Toute cession d'actions à un tiers, de quelque manière qu'elle s'opère, est soumise aux conditions suivantes:

- Tout actionnaire désireux de céder ses actions à un tiers doit notifier son intention par lettre recommandée aux autres actionnaires. Cette notification comprend l'identité du cessionnaire potentiel, le nombre d'actions à céder ainsi que le prix et les conditions auxquels la cession devrait s'opérer.

- Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour l'acquisition des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun des autres actionnaires.

- Le droit de préemption s'exerce pendant un délai de 30 jours ouvrables à compter de la réception de la lettre les avisant de la proposition de cession, faute de quoi ils sont censés de manière irréfragable avoir renoncé à leur droit de préemption. Le droit de préemption ne pourra porter que sur l'ensemble des actions offertes à la vente.

- Au cas où la procédure de préemption n'aboutirait pas faute de rachat de la totalité des actions ou faute d'exercice de leur droit de préemption par les autres actionnaires, les actionnaires autres que le cédant désigneront dans un délai de 30 jours et par écrit le cessionnaire de leur choix, qui pourra être la société elle-même, qui pourra les racheter suivant les conditions fixées à l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales. En l'absence de désignation d'un cessionnaire par les actionnaires à l'issue de ce délai, l'actionnaire cédant pourra réaliser son projet de cession conformément aux conditions prévues par sa notification initiale.

- Les règles relatives au droit de préemption telles que décrites ci-dessus sont applicables peu importe la forme juridique de la cession: vente, échange, donation ou autre. L'observation de ces règles entraînera la nullité de la cession intervenue, tant entre les parties que vis-à-vis de la société.

Par ailleurs lorsqu'un actionnaire vend des actions à un tiers et que la procédure de préemption n'aboutirait pas faute de rachat de la totalité des actions ou faute d'exercice de leur droit de préemption par les autres actionnaires, l'actionnaire cédant devra offrir aux autres actionnaires la possibilité de vendre toutes leurs actions aux mêmes conditions (droite de suite).»

3. Ajout à l'ancien article 7 des paragraphes suivants:

«L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

Chaque action donne droit à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes de l'actif social et des bénéfices. En cas de démembrement des actions, l'usufruitier aura droit au paiement des dividendes et du boni de liquidation. Le nu-proprétaire aura droit au remboursement du capital, au remboursement des actions en cas de liquidation et de manière plus générale, à tous paiements, distributions ou remboursements autres que ceux limitativement attribués à l'usufruitier, en application de ce qui précède.»

4. Modifications de l'article 7 alinéa 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration. Les actionnaires représentant un dixième du capital social souscrit peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, requérir le conseil d'administration de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.»

5. Modifications de l'article 15 des statuts par insertion du passage suivant à la suite de la dernière phrase de l'article:

«sous réserve de ce qui est prévu ci-avant en cas de démembrement des actions entre usufruitier et nu-proprétaire.»

6. Modifications de l'article 16 des statuts par insertion du passage suivant à la suite du deuxième et du troisième alinéa de l'article:

«sous réserve de ce qui est prévu ci-avant en cas de démembrement des actions entre usufruitier et nu-proprétaire.»

7. Modifications subséquentes des statuts et renumérotation des articles des statuts

8. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, toutes émises sous forme nominative, sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Forme des actions.** Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est expressément prévu que la titularité de chaque action pourra être exercée soit en pleine propriété, soit en usufruit par un actionnaire dénommé «usufruitier» et en nue-propiété par un autre actionnaire dénommé «nu-propiétaire». La titularité de l'usufruit et de la nue-propiété des actions sera matérialisée par inscription dans le registre des actionnaires:

- a) En regard du nom de l'usufruitier de la mention usufruit;
- b) En regard du nom du nu-propiétaire de la mention nue-propiété.

En cas de démembrement, l'usufruitier exercera seul les droits de vote attachés aux actions dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires à l'exception des assemblées générales extraordinaires modificatives des statuts. Lors des assemblées générales extraordinaires modificatives des statuts, le nu-propiétaire exercera les droits de vote attachés aux actions de manière conjointe avec l'usufruitier.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, exception faite de l'hypothèse du démembrement d'actions pour laquelle l'exercice du droit de vote est réglé par les dispositions de l'alinéa qui précède, la société a le droit de suspendre tous les droits attachés à cette action aussi longtemps qu'une personne n'a pas été désignée comme étant le seul propriétaire dans les relations avec la société.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts en insérant un nouvel article 7 qui aura la teneur suivante:

« **Art. 7.** Les actions de la Société sont librement cessibles.

Cependant en cas de démembrement des actions, ni le nu-propiétaire ni l'usufruitier ne sont autorisés à céder leur droit respectif aussi longtemps que la situation de démembrement existe.

Toute cession d'actions à un tiers, de quelque manière qu'elle s'opère, est soumise aux conditions suivantes:

- Tout actionnaire désireux de céder ses actions à un tiers doit notifier son intention par lettre recommandée aux autres actionnaires. Cette notification comprend l'identité du cessionnaire potentiel, le nombre d'actions à céder ainsi que le prix et les conditions auxquels la cession devrait s'opérer.

- Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour l'acquisition des actions dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun des autres actionnaires.

- Le droit de préemption s'exerce pendant un délai de 30 jours ouvrables à compter de la réception de la lettre les avisant de la proposition de cession, faute de quoi ils sont censés de manière irréfutable avoir renoncé à leur droit de préemption. Le droit de préemption ne pourra porter que sur l'ensemble des actions offertes à la vente.

- Au cas où la procédure de préemption n'aboutirait pas faute de rachat de la totalité des actions ou faute d'exercice de leur droit de préemption par les autres actionnaires, les actionnaires autres que le cédant désigneront dans un délai de 30 jours et par écrit le cessionnaire de leur choix, qui pourra être la société elle-même, qui pourra les racheter suivant les conditions fixées à l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales. En l'absence de désignation d'un cessionnaire par les actionnaires à l'issue de ce délai, l'actionnaire cédant pourra réaliser son projet de cession conformément aux conditions prévues par sa notification initiale.

- Les règles relatives au droit de préemption telles que décrites ci-dessus sont applicables peu importe la forme juridique de la cession: vente, échange, donation ou autre. L'inobservation de ces règles entraînera la nullité de la cession intervenue, tant entre les parties que vis-à-vis de la société.

Par ailleurs lorsqu'un actionnaire vend des actions à un tiers et que la procédure de préemption n'aboutirait pas faute de rachat de la totalité des actions ou faute d'exercice de leur droit de préemption par les autres actionnaires, l'actionnaire cédant devra offrir aux autres actionnaires la possibilité de vendre toutes leurs actions aux mêmes conditions (droite de suite).

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts en insérant à la fin de l'actuel article 7 (avant renumérotation), le texte suivant:

«L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

Chaque action donne droit à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes de l'actif social et des bénéfices. En cas de démembrement des actions, l'usufruitier aura droit au paiement des dividendes et du boni de liquidation. Le nu-propiétaire aura droit au remboursement du capital, au remboursement des actions en cas de liquidation et de manière plus générale, à tous paiements, distributions ou remboursements autres que ceux limitativement attribués à l'usufruitier, en application de ce qui précède.»

et décide également de modifier l'alinéa 2 de ce même article pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration. Les actionnaires représentant un dixième du capital social souscrit peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, requérir le conseil d'administration de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts en insérant à la fin de l'actuel article 15 (avant renumérotation), le texte suivant:

«sous réserve de ce qui est prévu ci-avant en cas de démembrement des actions entre usufruitier et nu-proprétaire.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les statuts en insérant à la fin du 2^{ème} et du 3^{ème} alinéa de l'actuel article 16 (avant renumérotation), le texte suivant:

«sous réserve de ce qui est prévu ci-avant en cas de démembrement des actions entre usufruitier et nu-proprétaire.»

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de renuméroter les articles des statuts suite à l'insertion d'un nouvel article 7. L'actuel article 7 (avant renumérotation) devenant le 8, l'actuel article (avant renumérotation) devenant le 9, ainsi de suite.

Plus rien n'étant fixé à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison de la présente augmentation de capital est évalué à environ EUR 1.700,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire du comparant, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: I. SCHUL, K. REISCH, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 10 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15225. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016109723/178.

(160082453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

JPL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 14, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 100.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Serge CHRISTIAN / Sandrine KLEIN

Gérant / Gérante

Référence de publication: 2016107823/11.

(160079534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

JVI s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1230 Luxembourg, 8, rue Jean Bertels.

R.C.S. Luxembourg B 173.897.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 12/05/2016.

Référence de publication: 2016107824/10.

(160080406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.
